

Colombie : des organisations canadiennes demandent le respect des droits

lundi 23 septembre 2019, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2019).

En cette veille de la Journée internationale de la paix, les organisations canadiennes signataires de la présente unissent leur voix afin d'exprimer leur vive préoccupation devant l'aggravation de la crise des droits de la personne qui sévit en Colombie et la menace constante qui pèse sur le processus de paix dans ce pays.

En 2016, un accord de paix historique a été conclu entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), dans le grand espoir de mettre fin à 52 années de conflit armé. Il y a moins d'un mois, le processus de paix a toutefois été sérieusement compromis lorsque nombre d'anciens commandants des FARC démobilisés ont annoncé qu'ils reprenaient les armes. Ils ont évoqué le non-respect de l'accord de paix par l'État colombien, de même que l'assassinat systématique de leaders sociaux et de membres démobilisés des FARC.

De l'avis général, le président Duque et son parti politique ont systématiquement saboté l'accord de paix. Ils ont insuffisamment financé plusieurs composantes essentielles de cet accord, ont ouvertement attaqué le système judiciaire de transition, et ont tardé à réintégrer les ex-combattants à la vie civile. Fait troublant, ils ont promu et promulgué des lois diamétralement opposées à l'entente de paix, notamment en ce qui a trait aux dispositions liées à la réforme agraire et au développement rural — deux éléments problématiques qui ont engendré le conflit armé et dont la résolution demeure essentielle au maintien de la paix. Poussé par l'administration états-unienne, le gouvernement Duque a également rejeté les ententes se rapportant à la substitution de cultures illicites. Toutes ces mesures ont eu un impact négatif disproportionné sur les femmes en milieu rural de même que les populations autochtones et afro-colombiennes.

Nous sommes profondément préoccupé-e-s par le peu, voire l'absence de mesures entreprises pour contraindre les brigades de la mort paramilitaires qui continuent de menacer et de tuer les leaders communautaires en toute impunité. Depuis la signature de l'accord de paix en décembre 2016, au moins 700 leaders de mouvements sociaux et 142 insurgé-e-s démobilisés ont été assassinés . Depuis cette même date, 260 000 autres Colombien-ne-s ont été déplacés de force , ce qui porte le nombre total de personnes déplacées intérieures (PDI) à environ 7,8 millions — il s'agit du plus important nombre de PDI au monde . En juin de cette année, Agnès Callamard, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, a exhorté le gouvernement colombien à cesser d'« inciter à la violence » contre les membres démobilisés des FARC .

À titre d'organisations canadiennes, nous réitérons notre solidarité envers le peuple colombien, de même que notre appui à leur désir de bâtir un pays où la paix et la justice prévalent, et où les inégalités politiques, économiques et sociales profondément enracinées sont combattues. Nous partageons la conviction des Colombien-ne-s que l'accord de paix constitue une importante étape dans ce processus, et qu'il doit être défendu avec vigueur.

Nous demandons au gouvernement canadien de mettre à profit l'étroite relation qu'il entretient avec la Colombie pour :

● Dénoncer avec force les assassinats et le dangereux recul qu'accuse la mise en œuvre de l'accord de paix. ● Faire des pressions sur le gouvernement colombien afin qu'il respecte ses obligations de protéger la vie et les droits des leaders sociaux, des défenderesses et des défenseurs des droits de la personne, de même que des insurgé-e-s démobilisés. ● Faire des pressions sur le gouvernement colombien afin qu'il se conforme aux obligations qui lui incombent dans le cadre de l'accord de paix, et qu'il voit à la mise en œuvre de ce dernier sans plus tarder. ● Encourager fortement la reprise de négociations entre le gouvernement national et les insurgé-e-s de l'Armée de libération nationale (ELN), sachant que c'est seulement par le dialogue que le conflit se résoudra.

Nous exhortons le gouvernement canadien à accroître son soutien politique et économique aux initiatives de paix en Colombie, et à faire en sorte que les intérêts canadiens en matière de commerce et d'investissement présents en Colombie ne nuisent d'aucune façon au processus de paix.

L'Alliance de la fonction publique, UNIFOR, CSQ, STTP, SYnidcat des métallos et 46 autres syndicats et groupes communautaires.

Plateforme altermondialiste

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

<http://alter.quebec/colombie-des-organisations-canadiennes-demandent-le-respect-des-droits/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)